

Portfolio

Table des matières

CHAIRE DE RECHERCHE FRANCE-QUEBEC SUR LES ENJEUX CONTEMPORAINS DE LA LIBERTE D'EXPRESSION (COLIBEX)	5
Chantier « Politiques des savoirs. Production, circulation, usages »	5
PROJET INASEQ (INEGALITES D'ACCES AUX ANALYSES MOLECULAIRES DES TUMEURS PAR LA TECHNIQUE NGS).....	6
Chantier Santé et Sciences sociales.....	6
THESE : « QUAND IL N'Y A PAS MORT D'HOMMES. » SOCIO-HISTOIRE DU FEMINICIDE EN FRANCE (1791-1976).....	8
Chantier Genre, féminismes et politique.....	8
OUVRAGE COLLECTIF ENQUETER SUR LES RELATIONS PROFESSIONNELLES	10
Chantier Travail et mondialisation	10
RECHERCHE API « ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX, POLITIQUES DE PEUPLEMENT ET INTERCOMMUNALITES : QUELLES RECOMPOSITIONS ? » (2017-2021)	12
Pôle Action publique	12
TRADUCTION, ENTRE 2019 ET 2021, EN QUATRE LANGUES, DE : ALARY PIERRE, BLANC JEROME, DESMEDT LUDOVIC ET THERET BRUNO (DIR.), THEORIES FRANÇAISES DE LA MONNAIE [ANTHOLOGIE], PARIS, PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 2016, 330 P.....	14
Pôle Economies politiques.....	14
HANDBOOK OF POST-WESTERN SOCIOLOGY. FROM EAST ASIA TO EUROPE CO-DIRIGÉ PAR L.ROULLEAU-BERGER, LI PEILIN, KIM SEUNG KUK ET SHUJIRO YAZAWA PARU EN 2023 CHEZ BRILL PUBLISHERS.....	16
Laboratoire international associé (LIA)	16
IVAN BRUNEAU, AU PAYS DE BERNIE SANDERS. ENQUETE SUR UNE AUTRE AMERIQUE, PARIS, EDITIONS DE L'EHESS, 2024.	18
Pôle Participation	18
ROMAIN DESCENDRE ET JEAN-CLAUDE ZANCARINI, L'ŒUVRE-VIE D'ANTONIO GRAMSCI, PARIS, LA DECOUVERTE, 2023	20
Pôle « Politique : histoire, discours, problèmes ».....	20
CHANTIER « ENJEUX ET USAGES DU NUMERIQUE »	22

Nous avons sélectionné un item par pôle et chantier, afin de donner un aperçu équilibré de nos recherches ; nous les mettons en avant comme représentatifs des faits marquants, sur le plan scientifique, de ces cinq dernières années.

SYNTHESE DES JOURNEES TRANSVERSALES DU LABORATOIRE TRIANGLE

DU 25 AU 27 SEPTEMBRE 2024



Les journées transversales du laboratoire Triangle au Centre Paul Langevin d'Aussois ont constitué un moment fort (et convivial) de l'unité de recherche, alimentant la dynamique interdisciplinaire qui caractérise ses travaux. Ces rencontres ont permis, trois jours durant, de croiser les approches et de stimuler les échanges entre chercheurs et chercheuses confirmés et jeunes chercheur.es autour d'une thématique à la fois capitale et émergente à Triangle : la crise écologique et ses multiples implications.

L'ensemble des ateliers pléniers organisés durant ces journées a été structuré autour des enjeux écologiques, témoignant ainsi de leur rôle fédérateur croissant au sein du laboratoire.

Dès l'ouverture, la table-ronde « La crise écologique et nous » a posé les bases d'une réflexion collective sur le positionnement du laboratoire face aux urgences environnementales et aux défis qu'elles posent aux pratiques de recherche et à la formation à la recherche. Des témoignages issus d'autres disciplines et des recherches portant sur les impacts environnementaux de nos pratiques ont été discutés utilement.

Les discussions se sont poursuivies au travers d'ateliers thématiques où la crise écologique était prise pour objet par les présentations. Consacrées à la santé et à l'environnement, à l'histoire de la pensée écologique au prisme de différentes disciplines, ainsi qu'aux politiques publiques et aux mouvements sociaux liés à la crise écologique, ces différentes interventions ont permis d'examiner ces problématiques sous une diversité d'angles, de méthodologies et d'objets complémentaires, de l'étude des polluants éternels au sud de Lyon à l'analyse des dynamiques militantes et institutionnelles en faveur d'une transition écologique, en passant par les leviers et blocages à l'économie circulaire dans la filière des polymères.

Le nombre important de contributions et la richesse des discussions témoignent d'une mobilisation scientifique très significative autour de cette thématique de plus en plus structurante. L'implication forte des participant.es – plus d'une cinquantaine au total – selon des modalités variées – tables-ondes, présentations d'enquêtes, échanges nourris entre la salle et les intervenant.es et même une brève randonnée en montagne – où des enjeux liés au changement climatique et à la biodiversité ont été évoqués

en situation par les guides – a enrichi les échanges et favorisé de nouvelles dynamiques collaboratives au sein du laboratoire.

Le succès de ces journées transversales illustre l'importance de ces espaces de discussion pour le développement des travaux du laboratoire. Dans un contexte où les questions écologiques prennent une place grandissante dans la recherche comme l'enseignement, cette dynamique justifie pleinement la création, pour le prochain quadriennal, d'un chantier transverse consacré à ces thématiques. Ce chantier visera à structurer et renforcer les collaborations entre les différents pôles et axes du laboratoire, contribuant ainsi à une meilleure appréhension des enjeux philosophiques, politiques, économiques, sociaux liés aux mutations écologiques.

CHAIRE DE RECHERCHE FRANCE-QUÉBEC SUR LES ENJEUX CONTEMPORAINS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION (COLIBEX)

Chantier « Politiques des savoirs. Production, circulation, usages »

Animée depuis janvier 2023 par huit cotitulaires issues de différentes disciplines des sciences sociales, la chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (COLIBEX) vise à développer la recherche et la formation sur la liberté d'expression, dans une dimension collaborative et internationale. Ses travaux se déploient autour de 4 axes, portant sur les rapports entre régulation de la liberté d'expression et (1) droits humains fondamentaux, (2) religion, (3) savoirs et (4) création. En s'appuyant sur des ateliers, des colloques et des projets de recherche, son objectif est de fournir des outils aux chercheur·ses, aux professionnel·les, aux décideur·euses et au grand public pour penser, exercer et encadrer cette liberté.

Le laboratoire Triangle participe à cette chaire collective via Thibaud Boncourt (Université Lyon 3), qui co-anime l'axe dédié aux savoirs avec Maryse Potvin (Université du Québec à Montréal). Faisant écho aux réflexions menées au sein du chantier transversal « Politique des savoirs » de Triangle, cet axe envisage les problématiques de liberté d'expression sous l'angle de la production et de la diffusion des savoirs. Inhérente à la démarche scientifique, la liberté d'expression joue également un rôle dans la diffusion des savoirs au sein du champ académique, dans le cadre d'activités pédagogiques, dans d'autres sphères sociales et au cours de débats publics. La notion s'articule aussi à celle de liberté académique dans le monde universitaire et pose, plus largement, la question de l'autonomie professionnelle des enseignant·es dans l'ensemble du système éducatif.

Les travaux de la chaire Colibex sur les savoirs s'inscrivent dans un contexte où ces libertés ont été remises en cause par différents processus, à la fois dans des régimes dits « illibéraux » et dans des contextes plus démocratiques. Dans plusieurs pays, des universitaires et les savoirs qu'ils·elles produisent ont fait l'objet d'attaques de formes diverses — coupures de financements, actions en justice (procédures-baillons, procès en diffamation), campagnes de dénigrement, désinformation, mises à pied, etc. Des débats émergent également quant aux limites de la liberté d'expression à l'université, aux liens entre militantisme et démarche scientifique, à l'articulation de la liberté académique avec le pilotage politique et économique de la recherche. Les savoirs et pratiques professionnels des enseignant·es et des chercheur·ses, sont ainsi constitués en objets de débats à géométrie variable, pouvant mettre en jeu des considérations tant morales que juridiques. Ces évolutions ont partie liée avec le développement concomitant d'autres régimes de vérité. Des groupes divers, alternativement valorisés (comme « alternatifs » par exemple) ou stigmatisés (comme « complotistes » par exemple), se revendiquent en effet de la liberté d'expression pour proposer d'autres modes de production des savoirs, en dehors des institutions les plus consacrées. La question de la liberté d'expression s'articule ainsi étroitement aux luttes pour la construction sociale de la « vérité ».

L'une des originalités de cette chaire collective est ainsi de mener des réflexions pleinement ancrées dans des activités de recherche transnationales, auxquelles participent plusieurs doctorant·es et post-doctorant·es de Triangle (Titouan Carrère et Chloé Bravo en thèse, Pierre-Nicolas Baudot en post-doc), tout en étant en prise directe avec des débats publics extrêmement vifs autour de la liberté d'expression. Dans une optique de diffusion et de valorisation de la recherche en sciences humaines et sociales, le site internet de la chaire propose de nombreuses ressources, régulièrement actualisées, sous la forme de publications, de rapports, de capsules vidéo et de documentaires.

Chantier Santé et Sciences sociales

Ce projet est financé par l'Institut National du cancer (36 mois) ; il est coordonné par Audrey Vézian, CR CNRS, en collaboration avec Julia Bonastre (économiste, Institut Gustave Roussy), Anne Moyal (post-doctorante), Quentin Lade (post-doctorant).

La technologie de séquençage de nouvelle génération (NGS) a révolutionné le traitement des patients atteints de cancer et notamment des patients présentant un cancer bronchique pour lesquels existent plusieurs traitements ciblant des anomalies moléculaires spécifiques de la tumeur. Notre objectif est d'analyser dans quelle mesure le système de financement et le cadre organisationnel mis en place par les pouvoirs publics (financement de tests sur des plateformes de génétique moléculaire publiques et privées) garantissent ou non l'égalité d'accès à ces tests innovants pour ces patients. Ce projet se décline en deux enquêtes : une enquête quantitative réalisée par l'équipe d'économistes de la santé supervisée par Julia Bonastre (Institut Gustave Roussy) visant à évaluer l'évolution et la qualité des prescriptions de panels de gènes au cours des dernières années à partir d'une analyse statistique des bases de données de santé disponibles en France ; une enquête qualitative coordonnée par Audrey Vézian visant à rendre compte des facteurs organisationnels et professionnels qui influencent les pratiques de prescription et de réalisation de ces tests. Pour ce faire, nous avons réalisé 179 entretiens semi-directifs auprès de 138 médecins (en charge de la prescription des tests), de 24 biologistes (en charge de réaliser les tests) et de 17 acteurs administratifs et du secteur privé en charge des aspects financiers ou de la régulation de ces tests au niveau national. Cette enquête a été réalisée sur l'ensemble du territoire métropolitain en faisant varier les secteurs d'activité des établissements de soin (public et privé, centre expert/centre périphérique), les profils des médecins et des producteurs de tests (public et privé). Elle a été couplée avec des observations de réunions d'organisations professionnelles et de congrès concernant la biologie moléculaire et ses applications dans le secteur médical, avec le dépouillement de la littérature grise sur le sujet et de documents officiels afin de retracer les actions publiques entreprises pour rendre effective une volonté politique d'égalité d'accès à ces tests pour l'ensemble des patients.

En complément des nombreux travaux existants sur la question des inégalités d'accès aux soins s'intéressant aux caractéristiques socio-économiques des patients, ce projet propose d'analyser en quoi les modalités d'action publique dans ses dimensions organisationnelles et de régulation professionnelle sont des facteurs susceptibles d'influencer l'accès à des soins innovants. Notre projet a permis ainsi de démontrer une grande hétérogénéité des circuits d'accès et de production de ces tests malgré le cadre national existant et les dispositifs professionnels visant à homogénéiser les pratiques. L'existence d'effets pervers suscités par l'organisation graduelle du système de soins est également documenté. Pour autant, les inégalités d'accès constatées sont décorrélées d'une prise en charge en centre périphérique ou d'un centre privé. Ces constats peuvent se comprendre par le rôle décisif joué par la nature des coopérations professionnelles entre les différentes parties prenantes, la coexistence de différentes éthiques gestionnaires des responsables de plateforme de biologie moléculaire et leur capacité (inégalement répartie en termes de ressources financières, scientifiques etc.) à concilier les impératifs d'innovation et de soins ainsi que par le rôle ambigu des guides de bonnes pratiques.

Au-delà de la compréhension autour des modalités de diffusion de ces tests de biologie moléculaire, notre travail a permis de rendre compte des conditions organisationnelles présidant à la réappropriation de l'innovation par les professionnels de santé dans un contexte de routine clinique, approche jusqu'alors faiblement documentée. Plus largement, elle apporte une réflexion sur la place de l'expertise et sur les conditions de sa diffusion dans le cadre d'une action publique ainsi que sur les dimensions sociales d'une médecine des preuves.

**THESE
GIACINTI**

N'Y A PAS MORT D'HOMMES. »

FEMINICIDE EN FRANCE (1791-1976)

**MARGOT
« QUAND IL
SOCIO-HISTOIRE DU**

Chantier Genre, féminismes et politique



THÈSE

en vue de l'obtention du grade de docteur, délivré par
L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

École Doctorale N°483
École Doctorale Sciences Sociales

Discipline : Sciences Politiques

Soutenue publiquement le 27/11/2023 par

Margot GIACINTI

**« Quand il n'y a pas mort d'hommes. »
Socio-histoire du féminicide en France
(1791-1976)**

Devant le jury composé de :

ACHIN, Catherine, Professeure, Université Paris Dauphine, Rapporteure
MATONTI, Frédérique, Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rapporteure
GABORIAUX, Chloé, Maîtresse de conférences HDR, IEP de Lyon, Examinatrice
GAUSSOT, Ludovic, Maître de conférences HDR, Université de Poitiers, Examineur
JOUANNEAU, Solenne, Maîtresse de conférences HDR, IEP de Strasbourg, Examinatrice
RENNEVILLE, Marc, Directeur de recherche, CNRS, Examineur
VERJUS, Anne, Directrice de recherche, CNRS, Directrice de thèse

Cette thèse de science politique, qui a reçu le prix du GIS GENRE 2024, emprunte à l'histoire sociale des idées politiques, à la sociohistoire et à la sociologie du droit ; elle est la première à s'intéresser aux féminicides en France en tant que catégorie politique et scientifique.

Elle propose, d'une part, de retracer l'évolution des lectures politiques, juridiques et sociologiques faites du meurtre de femmes avant l'avènement du concept de féminicide en 1976, lorsqu'il est défini par D. H. Russell comme « meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme ». D'autre part, elle étudie, à partir d'affaires judiciaires jugées en cours d'assises du Rhône entre 1791 et 1976, les caractéristiques des meurtres de femmes, en discutant ce qui permettrait de les catégoriser, ou non, comme féminicides.

Par les méthodes d'enquête mixtes (dépouillement d'archives judiciaires, analyse de discours politiques, scientifiques, littéraires, entretiens semi-directifs), la thèse montre que **le féminicide n'a pas attendu d'être nommé pour exister**. La thèse contribue ainsi à faire **l'histoire de l'émergence d'un problème public empêché**, puisque l'absence d'identification de ce crime tient à l'impossibilité d'identifier son caractère genré, du fait de deux paradigmes principaux.

Le premier, qu'on a qualifié de conjugaliste, ne saisit **ces meurtres qu'au prisme du mariage**. C'est ainsi avant tout des meurtres de femmes mariées qu'il s'agit. En lien avec les débats autour du divorce dans le code civil, des discours émergent sur le crime entre époux : si le mariage tue, c'est avant tout parce que le divorce est interdit. Cette grille de lecture tend à occulter d'autres meurtres de femmes, notamment non mariées, et ne rend pas compte de la disproportion genrée des meurtres.

En rupture avec cette lecture dès les années 1830, l'aliénisme et le romantisme initient une transformation dans la manière d'expliquer le crime. C'est à la fin du XIX^e siècle que cette nouvelle lecture devient paradigme et se cristallise dans la culture commune sous la forme du *crime passionnel*, surtout grâce au courant de l'anthropologie criminelle et au développement massif de la presse écrite. Désormais, ce n'est plus le mariage qui tue, mais la passion. Malgré les premières critiques féministes, la lecture passionnelle triomphe.

L'analyse des affaires des deux périodes fait pourtant apparaître **des déterminants structurels** tels que l'existence de violences et de menaces préalables au meurtre qui amènent les victimes à avoir conscience d'être tuables. L'étude des motifs allégués par les meurtriers prouve que le crime est plus bien une réaction à la capacité d'agir des victimes (agentivité) qu'un crime motivé par la volonté de se séparer sans pouvoir le faire, en l'absence du divorce, ou par un excès de passion. Les femmes sont visées parce qu'elles sont perçues comme des proies faciles : les agresseurs projettent sur elles une vulnérabilité, réelle ou supposée, qui peut également s'imbriquer à d'autres rapports sociaux (âge, condition de santé, handicap, isolement).

Ces deux lectures font donc obstacle à l'appréhension d'un fait social structurel saisissable à l'aune des rapports sociaux de sexe. De plus, des meurtres comme ceux qui accompagnent ou sont motivés par le vol, les viols meurtriers, les matricides ou l'assassinat de femmes résistant à l'ordre patriarcal ; autant de faits sociaux qualifiables de féminicide, ne sont jamais identifiés comme tels dans la période considérée. En mettant au jour ces biais, cette thèse contribue à examiner les conditions sociologiques, historiques et politiques permettant de mieux identifier – et donc de mieux lutter – contre les féminicides.

Cette thèse a été soutenue en novembre 2023 par Margot Giacinti, à Triangle. [Le PDF est diffusé en accès ouvert dans HAL.](#)

ENQUETER SUR LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

Chantier Travail et mondialisation

Collection Sociétés, espaces, temps

Enquêter sur les relations professionnelles **Méthodes, outils et pratiques**

Sous la direction de
**François Alfandari, Anaïs Bonanno,
Lina Cárdenas, Saphia Doumenc,
Willy Gibard et Lucas Winiarski**



L'analyse des évolutions du cadre législatif et institutionnel des relations sociales au travail, des statuts d'emploi, des conditions de la négociation et des conflictualités est venue enrichir depuis

plus de deux décennies les travaux sur les relations professionnelles. On assiste à un renouveau de ce domaine d'étude à travers l'analyse de nouveaux·elles acteur·rices, objets et échelles d'investigation et à l'émergence de débats sur les transformations en cours et sur les mots utilisés pour les nommer, que ce soit de la part des chercheur·es eux-mêmes ou des acteur·rices de ce champ. En dépit du décloisonnement disciplinaire et du tournant ethnographique qu'il a traversé, aucune entreprise scientifique ne s'est proposée d'interroger spécifiquement la dimension méthodologique du champ des relations professionnelles. Dans ce contexte, cet ouvrage se propose d'engager une réflexion sur les méthodes et les pratiques d'enquête. Fondé sur des contributions originales menées par de jeunes chercheur·es en sciences sociales, il part de l'actualité de ce domaine de recherche pour présenter des pistes méthodologiques aux chercheur·es et étudiant·es intéressé·es par cet objet. Quels terrains privilégier ? Quel·les acteur·rices rencontrer en priorité ? Comment comparer des contextes nationaux différents ? Enquêter sur les relations professionnelles est-il possible lorsque celles-ci ne sont pas institutionnalisées ? Peut-on être à la fois scientifique et militant ? Et comment appréhender les rapports de domination qui se nouent sur le terrain ?

L'ouvrage se divise en trois parties : une première partie met les sources et méthodes de l'étude des relations professionnelles à l'épreuve des contraintes institutionnelles qui les régissent. La deuxième partie s'attarde sur les négociations de terrains en milieu syndical et analyse ce que les enjeux de positionnement qui s'y manifestent révèlent du champ des relations professionnelles. Enfin, une dernière partie s'intéresse à la façon dont les enquêtes ethnographiques peuvent contribuer à documenter des terrains encore peu étudiés ou peu visibles.

Des conditions de féminisation du syndicalisme à la représentation des précaires, en passant par la cause LGBT, les enjeux de l'économie sociale et solidaire ou encore les modalités de soutien matériel à la grève, cet ouvrage détaille donc les stratégies actuelles de prise en charge de ces thématiques par les organisations syndicales. C'est aussi l'univers professionnel des start-up, celui de la livraison à vélo, ou encore des acteurs patronaux qui sont explorés dans ces retours réflexifs.

Ainsi, en proposant des pistes méthodologiques relevant de l'enquête ethnographique, statistique ou archivistique, chacune des douze contributions originales dresse l'état des lieux des réflexions et des savoirs utiles à toutes les personnes désireuses de s'initier aux modes d'investigation des sciences sociales. Cet ouvrage collectif contribue ainsi au renouveau du champ des relations professionnelles, à son décloisonnement ainsi qu'à l'élargissement de ses horizons.

Tout l'ouvrage "Enquêter sur les relations professionnelles" est en open access
: <https://books.openedition.org/enseditions/48077>

RECHERCHE API
« ATTRIBUTIONS DE LOGEMENTS SOCIAUX, POLITIQUES DE PEUPLEMENT ET
INTERCOMMUNALITES : QUELLES RECOMPOSITIONS ? » (2017-2021)

Pôle Action publique

La recherche API, « Attributions de logements sociaux, politiques de peuplement et intercommunalités : quelles recompositions ? » (2017-2021), coordonnée par le laboratoire Triangle, a réuni une équipe pluridisciplinaire (science politique, sociologie, géographie, aménagement et urbanisme) composée de Vincent Béal (SAGE, Université de Strasbourg), Marine Bourgeois (Triangle, Université Jean Monnet puis Pacte, IEP de Grenoble), Rémi Dormois (chercheur associé, EVS puis Triangle), Marion Lang (Triangle, Université Jean Monnet), Yoan Miot (LATTS, Université Gustave Eiffel), Gilles Pinson (Centre Emile Durkheim, IEP de Bordeaux) et Valérie Sala Pala (Triangle, Université Jean Monnet), ainsi que de cinq étudiant.e.s stagiaires de Master 2 recherche. Elle a été soutenue par l'Union sociale de l'habitat (USH), la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le Plan Urbanisme, Construction et Architecture (PUCA, Ministère de la Cohésion des territoires / Ministère de la Transition écologique et solidaire) et le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET, devenu en 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires, ANCT), à hauteur de 200 000 €. Elle a également associé en tant que partenaires l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et le Défenseur des droits (DDD).

Partant du constat que les politiques locales d'attribution des logements sociaux et de peuplement ont connu durant les années 2010 des changements institutionnels majeurs, la recherche a pris appui sur la comparaison de six études de cas locales en vue de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure les changements législatifs récents se traduisent-ils par des recompositions des politiques et pratiques locales et par une montée en puissance des intercommunalités ? Comment le nouveau cadre national d'action publique se confronte-t-il aux configurations locales et vice-versa ? Qu'y-a-t-il de véritablement nouveau dans les politiques locales ? Sont-elles devenues plus satisfaisantes du point de vue de la lutte contre la ségrégation et la discrimination, de l'égalité d'accès au logement et de la réponse aux besoins et attentes des ménages ? A la suite de ces enquêtes localisées, composées de deux volets qualitatif et quantitatif, nous avons mené une sociogenèse du volet logement de la loi Egalité et citoyenneté de 2017, dont le rôle a été central dans la reconfiguration des politiques locales.

La recherche API nous a permis de contribuer à deux principaux chantiers scientifiques, celui des transformations des politiques locales de l'habitat et celui du gouvernement intercommunal, tous deux saisis sous un angle comparatif. Les résultats scientifiques ont fait l'objet de publications dans les revues *Gouvernement et action publique* (GAP), *Revue internationale de politique comparée* (RIPC) et *Terrains & Travaux*. Début 2025, deux articles sont en cours d'évaluation par les revues *Géographie, Economie, Société* (GES) et *Housing Studies*. Les échanges avec les acteurs locaux et nationaux des politiques locales de l'habitat ont été constants grâce aux réunions biannuelles du comité de pilotage, à l'organisation annuelle d'un séminaire chercheur.es-praticien.nes et à la tenue d'un colloque final à l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne (18 et 19 octobre 2021).

Détail des publications et du colloque :

(2023) COLLECTIF API (BEAL Vincent, BOURGEOIS Marine, DORMOIS Rémi, LANG Marion, MIOT Yoan, PINSON Gilles, SALA PALA Valérie) et NOUS Camille, « Impossible déségrégation ? La mise en œuvre contrariée de la réforme des attributions de logements sociaux dans les intercommunalités françaises », *Gouvernement et action publique*, 2023, vol. 12, n° 2, p. 65-92.

(2023) COLLECTIF API (BEAL Vincent, BOURGEOIS Marine, DORMOIS Rémi, MIOT Yoan, PINSON Gilles et SALA PALA Valérie), « La coopération intercommunale, remède à la ségrégation

sociospatiale ? Une comparaison de six agglomérations françaises », *Revue internationale de politique comparée*, 22 juin 2023, vol. 30, n° 1, p. 113-145.

(2021) COLLECTIF API (BEAL V., BOURGEOIS Marine, DORMOIS Rémi, MIOT Yoan, PINSON Gilles et SALA PALA Valérie), « Sous la mixité sociale, la race : les impasses renouvelées d'une politique publique », *Terrains et travaux : revue de sciences sociales*, 2021, vol. 2021/2, n° 39, p. 215-237.

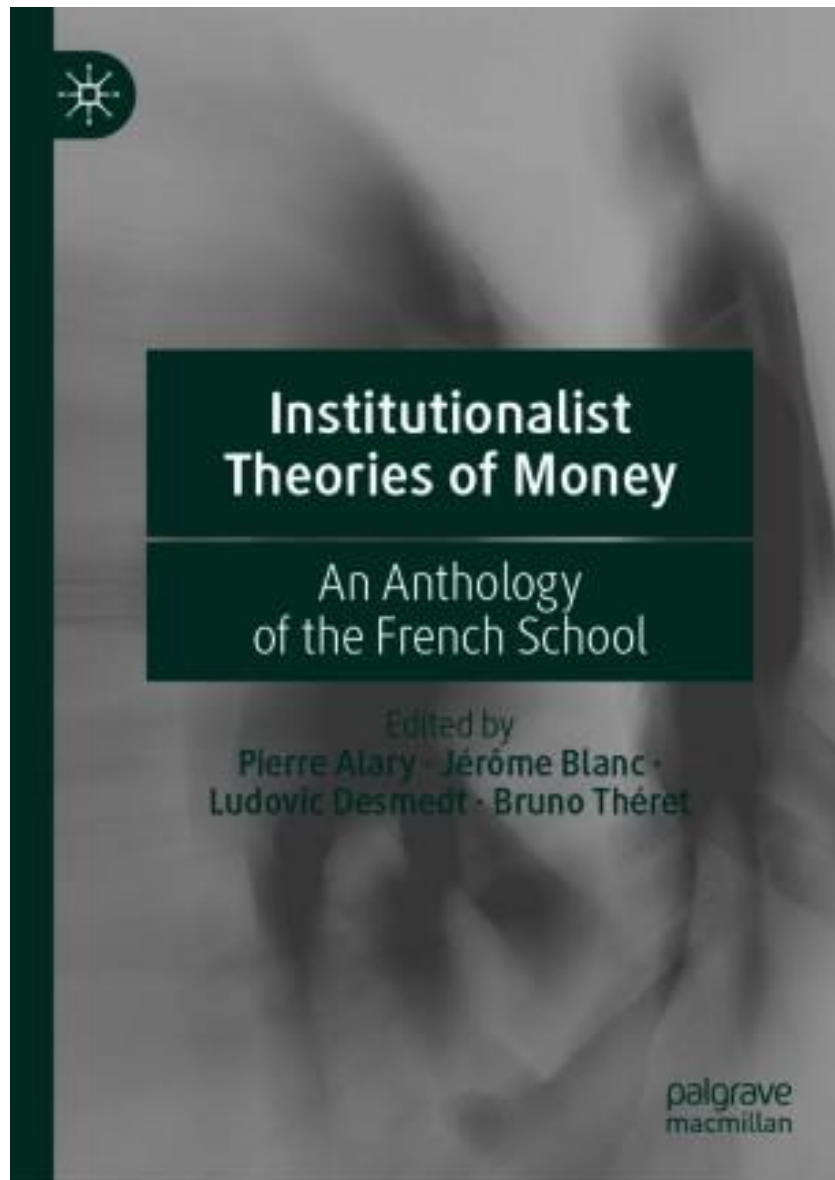
(en cours d'évaluation, V3 soumise le 23/12/2024 après demande de modifications mineures), COLLECTIF API (BEAL V., BOURGEOIS Marine, DORMOIS Rémi, MIOT Yoan, PINSON Gilles et SALA PALA Valérie), « Peuplement du parc social et inégalités socio-spatiales. Une approche statistique dans six agglomérations françaises », article soumis à *Géographie, Economie, Société*.

(en cours d'évaluation, V1 soumise le 27/11/2024), COLLECTIF API (BEAL Vincent, BOURGEOIS Marine, DORMOIS Rémi, LANG Marion, MIOT Yoan, PINSON Gilles, SALA PALA Valérie), « Impossible Desegregation ? The Thwarted Implementation of the Reform of Social Housing Allocation in France », article soumis à *Housing Studies*.

(2021) Colloque « Attribuer les logements sociaux. Pouvoir intercommunal et politiques de peuplement », colloque final du projet de recherche API, « Attributions de logements sociaux, politiques de peuplement et intercommunalités : quelles recompositions ? », organisé par le laboratoire Triangle, Saint-Etienne, UJM, 18-19 octobre 2021.

**TRADUCTION, ENTRE 2019 ET 2021, EN QUATRE LANGUES, DE : ALARY
PIERRE, BLANC JEROME, DESMEDT LUDOVIC ET THERET BRUNO (DIR.), THEORIES
FRANÇAISES DE LA MONNAIE [ANTHOLOGIE], PARIS, PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE,
2016, 330 P.**

Pôle Economies politiques



- ALARY Pierre, BLANC Jérôme, DESMEDT Ludovic et THERET Bruno (dir.), 法国货币理论文选汇编 *Faguo huo bi li lun wen xuan hui bian* = *Théories françaises de la monnaie, une anthologie*, GUY ZEYUAN (trad.), Beijing, Zhong guo jing ji chu ban she, 2021, 386 p.

- BLANC Jérôme, ALARY Pierre, DESMEDT Ludovic et THÉRET Bruno (dir.), *Institutionalist theories of money : an anthology of the French School*, Palgrave macmillan (imprint) ; Springer Nature Switzerland AG, 2020.

- ALARY Pierre, BLANC Jérôme, DESMEDT Ludovic et THÉRET Bruno (dir.), *Teorías institucionalistas de la moneda: la escuela francesa : antología*, Buenos Aires, Argentina, Ediciones de la Universidad Nacional de Quilmes, 2019, 304 p.

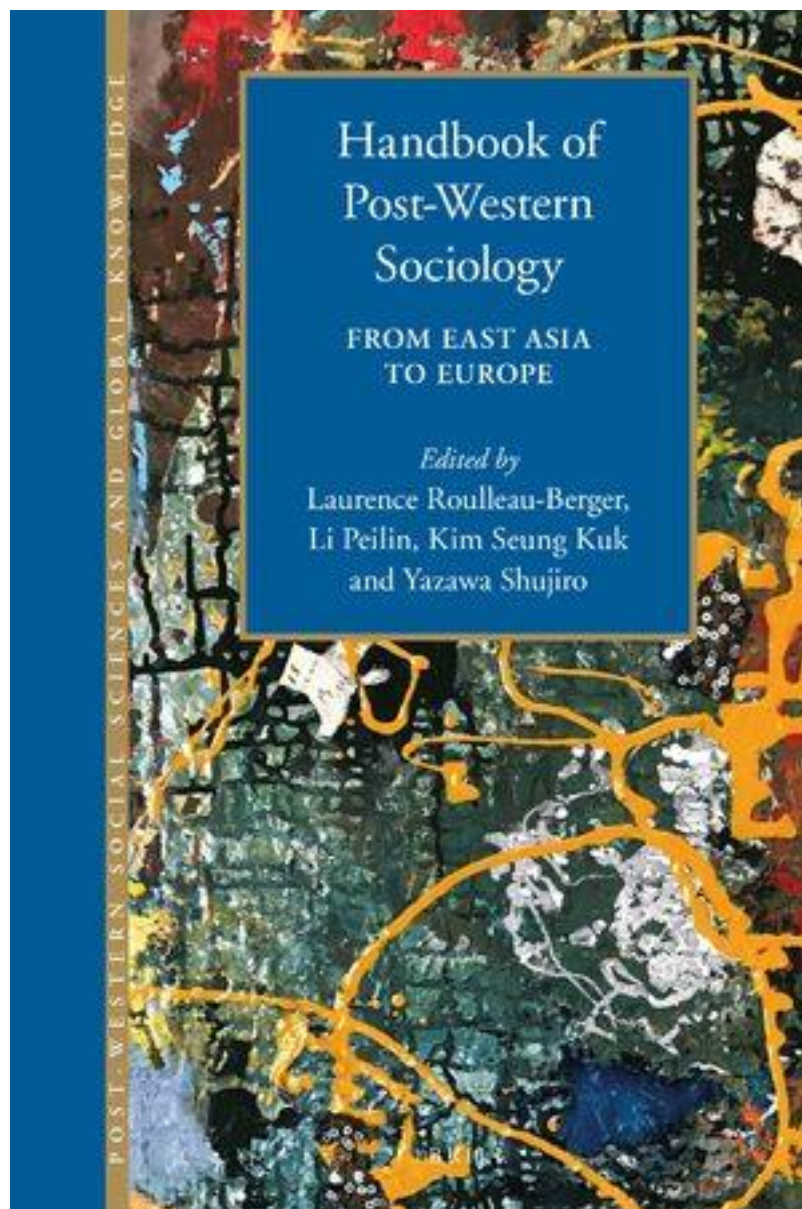
En 2016, un groupe de quatre chercheurs économistes de laboratoires différents (Jérôme Blanc pour l'UMR Triangle, Pierre Alary pour l'UMR CLERSE, Bruno Théret pour l'UMR IRISSO et Ludovic Desmedt pour l'EA LEDi) a publié aux Presses Universitaires de France une première anthologie de textes clés du courant institutionnaliste monétaire francophone. Ce courant s'est constitué à partir de la fin des années 1970 et s'est déployé jusqu'à aujourd'hui autour d'une interrogation renouvelée sur la nature de la monnaie, question qui n'a jamais cessé d'agiter les sciences sociales, et l'économie en particulier. Cela a passé par des travaux sur la confiance dans la monnaie, la souveraineté monétaire, les fondements de la monnaie dans la dette, la nature des crises monétaires ou encore le phénomène de pluralité des monnaies.

A partir de travaux d'abord isolés d'économistes hétérodoxes au début des années 1980 s'est ainsi construit un véritable courant francophone structuré par des séminaires de longue durée et des ouvrages collectifs, autour d'auteurs tels que Michel Aglietta, André Orléan, Jean-Michel Servet, Jean Cartelier, Bruno Théret et d'autres. Ces économistes ont mobilisé des chercheurs d'autres sciences sociales, en particulier anthropologues, historiens et juristes, pour élaborer un corpus théorique original sur la monnaie, y compris en rédigeant un texte conceptuel transdisciplinaire sur la monnaie qui a fait date (*La monnaie souveraine*, 1998). Ce courant toujours vif a obtenu des échos dans d'autres sphères linguistiques, notamment en Amérique latine hispanophone, et auprès de chercheurs de disciplines variées ; rarement dans le monde des économistes anglophones. L'anthropologue David Graeber y a consacré de nombreuses pages dans son livre *Dette : 5000 ans d'histoire* (2013).

L'objectif de l'anthologie publiée en 2016 aux PUF était donc de fournir un point de visibilité de ce courant, ce qui a été fait à l'occasion d'un colloque organisé à Lyon par le laboratoire Triangle. Par la suite, l'intérêt soulevé par cette anthologie a conduit à une traduction en espagnol et une publication en Argentine en 2019, puis une version en anglais en 2020 et enfin une version en chinois en 2021. Avec ces publications, le vocable de « théories institutionnalistes de la monnaie » ou de « théories françaises de la monnaie » a été diffusé et il est repris aujourd'hui par certains chercheurs mobilisant ces cadres théoriques. **Nous tenons à disposition du comité de visite le pdf de ce livre.**

**HANDBOOK OF POST-WESTERN SOCIOLOGY. FROM EAST ASIA TO EUROPE CO-DIRIGÉ PAR
L.ROULLEAU-BERGER, LI PEILIN, KIM SEUNG KUK ET SHUJIRO YAZAWA PARU EN 2023
CHEZ BRILL PUBLISHERS**

Laboratoire international associé (LIA)



Ce Handbook (1010 pages) est le fruit d'un long et intense processus de coopération scientifique d'échanges et de discussions engagé depuis 2006 avec des sociologues européens - notamment français- chinois, puis japonais et coréens sur le futur de la sociologie dans le monde, sur

une sociologie non-hégémonique globale, dialogique, critique. Dans le cadre de coopérations scientifiques soutenues avec des sociologues chinois, après avoir publié des ouvrages sur la sociologie chinoise, sur la désoccidentalisation de la sociologie, puis sur un dialogue entre sociologies chinoise et européenne, nous en sommes venus à parler de sociologie post-occidentale¹. C'est le **premier ouvrage** qui fait dialoguer des théories et travaux empiriques réalisés par 68 figures des sociologies européenne, chinoise, japonaise et coréenne. Ce Handbook présente la sociologie post-occidentale comme nouvel horizon paradigmatique pour comprendre les sociétés locales et la société globale.

Depuis une trentaine d'années, les pensées occidentales hégémoniques sont soumises à des critiques par des intellectuels en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans le monde arabe qui réagissent notamment au fondamentalisme eurocentrique. Si les *Post-Colonial* et les *Subaltern Studies* avaient constitué une avancée majeure dans la production de connaissances sociologiques en déplaçant l'eurocentrisme, l'économie mondiale de la connaissance a été et reste encore structurée autour d'inégalités épistémiques, d'hégémonies et de dominations occidentales. Le déclin politique des empires coloniaux n'a pas permis de reconnaître des savoirs développés en dehors des frontières « impériales ».

La sociologie post-occidentale ne peut être confondue avec la sociologie post-coloniale, non-occidentale ou désoccidentale. D'ailleurs les sociologues chinois dans le débat sur la sinicisation se sont démarqués de la sociologie post-coloniale, ne développant pas de posture de rejet mais plutôt distanciée de la sociologie occidentale. Elle s'appuie d'abord sur un dialogue « à parts égales » entre des traditions communes et des traditions situées, d'abord en Chine et en France, puis en Asie orientale et en Europe. Ce dialogue a imposé de construire une écologie politique de la connaissance en plaçant les *Western Wests*, les *non Western Wests*, les *Western Easts*, les *reeasternized Easts*, les *Eastern Easts*, les *Souths* et les *East-Souths* sur un continuum épistémologique, théorique et méthodologique.

Une sociologie dialogique signifie au niveau méthodologique *doing fieldwork together*, ce qui impose un cosmopolitisme méthodologique et des dispositifs d'investigation multi-situés à partir d'une posture de recherche anti-piratique où les chercheurs d'Asie et d'Europe enquêtent ensemble sur les mêmes terrains. Dans les analyses des enquêtes de terrain nous avons identifié une pluralité d'*autonomous knowledges* et des assemblages théoriques entre les sociologies européennes et asiatiques pour coproduire un processus de pollinisation croisée de concepts.

Les différents chapitres du *Handbook of Post-Western Sociology. From East Asia to Europe* révèlent l'unicité et la diversité de la sociologie post-occidentale. La sociologie post-occidentale est redéfinie et basée sur des théories multi-situées, des méthodes partagées dans des contextes historiques/politiques/civilisationnels contrastés. Les conversations entre les théories occidentales et non-occidentales produisent leur transformation mutuelle et réciproque, leur non-reproduction et leur fécondation.

La publication de ce Handbook produit actuellement un rayonnement international important de la sociologie post-occidentale.

Nous tenons à disposition du comité de visite le pdf de ce livre. L'introduction a également été déposée dans HAL : <https://shs.hal.science/hal-03931185v1>

¹ Cette réflexion a été largement développée dans le cadre du LIA CNRS-ENS Lyon/Académie des Sciences Sociales de Chine « Post-Western Sociology in China and in Europe.

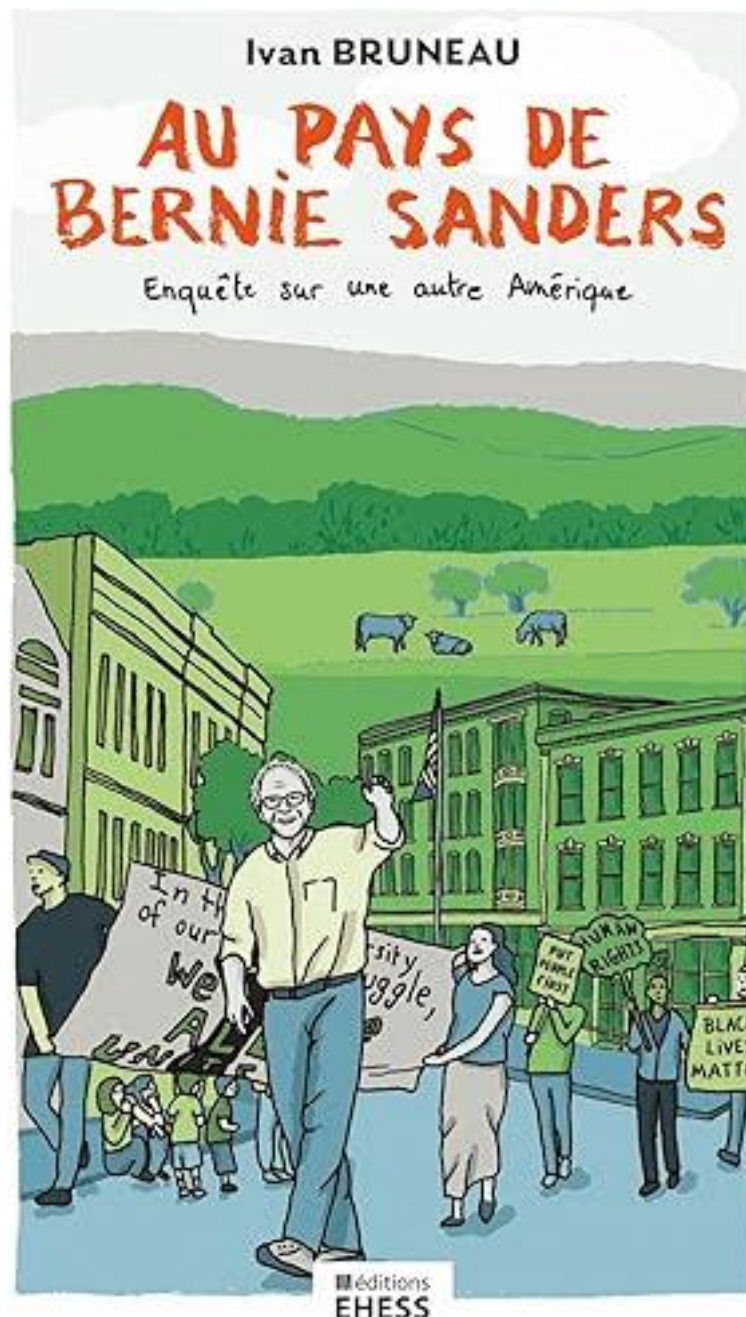
IVAN BRUNEAU

PAYS DE BERNIE SANDERS. ENQUÊTE SUR UNE AUTRE AMÉRIQUE
L'EHESS, 2024.

AU

PARIS, ÉDITIONS DE

Pôle Participation



À l'occasion des élections présidentielles états-uniennes de 2016, 2020 et 2024, l'intensité de la polarisation politique a souvent été associée à la force du clivage rural/urbain, « l'Amérique de Donald Trump » étant décrite comme principalement rurale, vivant à distance des grandes agglomérations, dont l'électorat semblait au contraire très majoritairement acquis au Parti démocrate. Si cette répartition géographique des préférences électorales est incontestable à une échelle macro, réduire la grande diversité des contextes politiques et sociaux au seul clivage rural/urbain ne permet pas de saisir les modes de production des votes, des positions et des engagements politiques aux États-Unis. C'est tout d'abord l'hétérogénéité politique des zones rurales qui est ainsi sous-estimée, comme si ces zones rurales n'étaient pas elles aussi marquées par des histoires sociales et culturelles singulières. Nombreuses sont les régions rurales qui échappent au tableau d'une Amérique « trumpiste », conservatrice et raciste, et l'État du Vermont en constitue une belle illustration. En France, les candidatures de Bernie Sanders aux élections présidentielles de 2016 et 2020 ont été fortement commentées, mais on a plus rarement souligné ce que sa carrière politique devait aux électeurs et électrices de ce petit État rural de Nouvelle-Angleterre, qui ont légitimé un discours qui serait apparu comme inaudible dans de nombreuses autres régions, et y compris dans une partie des grandes villes du pays. L'autre limite de cette focalisation sur la répartition des votes à l'occasion du scrutin présidentiel, c'est qu'elle réduit les positions politiques à l'expression d'une préférence pour l'un ou l'autre des deux grands partis. Or, aux États-Unis non plus les différences et oppositions politiques ne se limitent pas à l'alternative entre les deux principaux partis, d'autres partis existent à l'échelle locale, et nombreuses sont les opportunités de prendre position au cours des débats qui traversent, et souvent divisent, l'électorat démocrate.

C'est ce que montre cette enquête de longue durée à Miltonville, petite ville de 12000 habitants, connue pour être l'une des plus progressistes du Vermont. L'enquête ethnographique se déploie sur quatre scènes distinctes : la coopérative alimentaire, une organisation militante luttant contre les inégalités (le People's Center), la scène municipale et la structure locale du Parti démocrate. Ce dispositif permet à la fois de mettre au jour ce que ces groupes ont en commun (en mettant notamment l'accent sur leur forte homogénéité sociale) et de d'attirer l'attention sur la pluralité des pratiques, des rôles militants et des processus conduisant à l'insertion durable au sein des collectifs. C'est donc une analyse relationnelle des identités progressistes que propose cette enquête, qui éclaire non seulement les dynamiques d'engagement, mais aussi les choix électoraux, en s'arrêtant notamment sur les primaires, moments qui donnent à voir les décalages entre différents sous-groupes, entre différentes manières d'incarner une parole de gauche dans l'espace politique local.

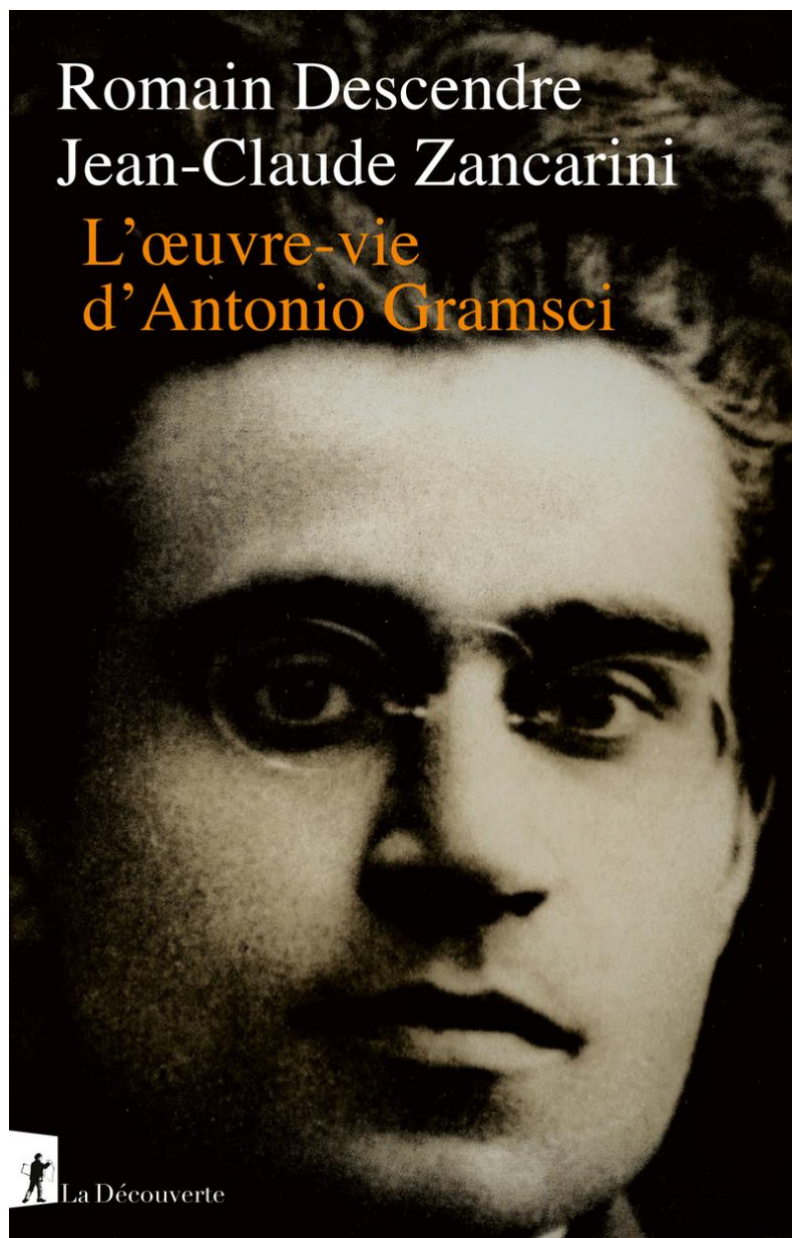
Nous tenons à disposition du comité de visite le pdf de ce livre.

ROMAIN DESCENDRE ET JEAN-CLAUDE ZANCARINI
D'ANTONIO GRAMSCI

L'ŒUVRE-VIE
PARIS, LA DÉCOUVERTE,

2023

Pôle « Politique : histoire, discours, problèmes »



Ce livre est le résultat de plus de dix années d'un séminaire tenu à l'ENS de Lyon, « Lire les *Cahiers de Prison* d'Antonio Gramsci », ouvert aux étudiant·es de master de l'ENS et de l'IEP de Lyon. Ce séminaire nous a permis de définir notre approche des textes de Gramsci, de tester leurs difficultés de lecture dans l'acte pédagogique et d'inventer des approches et des méthodes pour les dépasser.

Il a aussi été l'occasion d'inviter des chercheurs italiens de l'école dite de « philologie gramscienne » et de resserrer nos liens avec eux (notamment avec les trois responsables de la nouvelle édition nationale des *Cahiers de Prison*, Gianni Francioni, Giuseppe Cospito et Fabio Frosini), d'accueillir à Triangle et au LabEx COMOD des postdoctorants (Francesca Antonini, Giuliano Guzzone, Yohann Douet) et de faire soutenir à Lyon des thèses novatrices sur la pensée de Gramsci (Marie Lucas, Camilla Sclocco).

Cet ouvrage n'est ni une biographie au sens strict, ni un précis de ses idées, ni encore une synthèse monographique, mais ce que nous avons appelé une « œuvre-vie ». À savoir le récit de l'élaboration d'une pensée indissociable d'un agir historique, la reconstitution du parcours intellectuel, moral et politique de celui qui, de son vivant déjà, est perçu comme un « géant » mais se considère comme « un homme moyen, qui a de profondes convictions et ne les échangerait pour rien au monde ».

Un récit fondé sur une lecture intégrale, diachronique et historicisée de ses textes. La diachronie et l'historicisation sont d'autant plus indispensables qu'il n'est pas une ligne de Gramsci, avant comme après son arrestation, qui ne soit ancrée dans les combats politiques qu'il a menés. Un combattant : c'est ainsi qu'il se définit lui-même dans l'un de ces rares moments où il prend la peine de dire qui ou ce qu'il est : « un combattant qui n'a pas eu de chance dans la lutte immédiate ». S'il a laissé une œuvre écrite dont l'importance théorique est immense, il ne peut être traité comme ces philosophes qui sont les premiers à prétendre que leur vie n'a pas d'importance et que seule leur œuvre compte.

Nul plus que Gramsci sans doute n'a tenté de réaliser l'union de la théorie et de la pratique voulue par Marx et d'incarner la nouvelle figure de philosophe définie dans les thèses sur Feuerbach : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, mais il s'agit de le transformer. » Il est ce « philosophe démocratique » qu'il définit comme « un nouveau type de philosophe », « convaincu que sa personnalité ne se limite pas à sa propre individualité physique, mais qu'il est un rapport social actif de modification de son milieu culturel », étant entendu qu'il s'agit d'un rapport réciproque, puisque ce milieu « réagit sur le philosophe et, en le contraignant à une autocritique continuelle, fonctionne comme un "maître" ». Faire le récit de la constitution d'une pensée qui œuvre sur le milieu qui la détermine en un sens éminemment critique, en tant qu'elle est aussi « autocritique » du marxisme et du socialisme à l'époque de sa première réalisation historique à portée mondiale : telle a été notre ambition.

La réception du livre a été favorable et plutôt ample ; il a reçu un des grands prix de l'Académie française pour 2024 (prix de la biographie historique). Un autre aspect, inattendu, de la réception est le travail de « mise en théâtre » effectué par la promotion 2023-2026 des étudiant·es de l'ENSSAT, à l'initiative de leur « parrain et marraine » du Centre dramatique national de Montpellier, le Théâtre des 13 vents. Une pièce, inspirée par le livre, devrait être présentée en 2026.

Nous tenons à disposition du comité de visite le pdf de ce livre. L'introduction a été déposée dans HAL : <https://shs.hal.science/halshs-04052005v1>

CHANTIER « ENJEUX ET USAGES DU NUMERIQUE »

Les ateliers « **Cuisine numérique : échanges autour d'outils et retours d'expérience** » sont l'aboutissement de plusieurs expériences en matière d'organisation de séances autour du numérique à Triangle (notamment les « Triangle Ateliers Numériques (TAN) » en 2019) réunissant autour de la table différent.e.s acteurs/trices de la recherche du laboratoire, toutes disciplines confondues pour parler méthodologies, particulièrement autour des données (comment elles sont obtenues, pensées, formalisées, transformées, diffusées ...).

Ces séances sont l'occasion d'évoquer, dans le cadre de recherches en cours le plus souvent, les apports heuristiques de l'écriture numérique, de présenter les méthodes/techniques/outils utilisés (annotation et synthèse d'entretiens, cartographie, annotation de corpus textuel...), de partager des interrogations autour des enjeux de ces usages et de relater succès et déboires des pratiques.

Depuis la rentrée de 2024, le programme de ces rencontres, organisées en interne dans un premier temps, s'est étoffé suite à une mutualisation des séances avec les Petits Dej méthodologiques du Centre Max Weber (CMW) et compte désormais une séance à deux par mois. Par ailleurs, ces séances sont souvent en articulation avec d'autres réflexions menées dans les réseaux d'ingénieurs auxquels plusieurs membres du chantier transversal "Enjeux et Usages du numérique" participent (MATE SHS dont le réseau local à Lyon/St-Etienne, AHN de l'ENS de Lyon, Datalyste et les activités de la MSH Lyon Saint-Etienne).